



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de presse

9 juin 2016

La signature de l'accord de principe sur le programme économique entre Madagascar et le Fonds monétaire international, se retrouve à la Une des quotidiens de ce jour. A l'issue de sa rencontre avec le Président de la République, le Chef de mission des services du FMI, Marshall Mills, a déclaré que les résultats du programme de référence mis en œuvre entre septembre 2015 et mars 2016 sont satisfaisants. Par ailleurs, l'institution de Bretton Woods a mis en avant plusieurs préalables avant de débloquer le financement au titre de la Facilité élargie de crédit, à hauteur de 310 millions de dollars.

Processus électoral

UN RESEAU DE COMMISSIONS ELECTORALES DANS LA ZONE OCEAN INDIEN, EN COURS DE CREATION

Suite à l'atelier de réflexion sur le processus d'enregistrement des électeurs, qui s'est déroulé hier au siège de la Commission électorale nationale indépendante à Alarobia, les représentants des CENI respectives de Maurice, des Comores et de Madagascar ont été reçus par le Président de la République Hery Rajaonarimampianina, hier à Iavoloha. La délégation a présenté au Chef de l'Etat, l'esquisse d'un projet de rassemblement en un réseau, des organes en charge des élections dans la zone Océan indien, en l'occurrence ceux des Comores, des Seychelles, de Maurice et de Madagascar. « Ce projet vise la bonne organisation des élections (...). Parmi les points saillants étudiés figurent le renforcement des capacités, les échanges d'expériences entre les pays de la sous-région, l'observation des élections, ainsi que la mise en place d'un centre de formation pour le personnel en charge des élections, et qui sera financé par la Commission de l'Océan indien et l'Union européenne », rapporte le communiqué de presse. Rappelons que l'atelier organisé dans la capitale malgache a porté sur l'amélioration de la liste électorale de façon exhaustive et transparente. « Au terme de cet atelier, des recommandations seront formulées et soumises à l'étude, avant d'être ajoutées à celles déjà avancées par le Comité national d'Observation des élections (KMF/CNOE), et serviront de document de travail pour la CENI. Le président de la CENI malgache a souligné qu'il ne s'agit pas d'un projet de refonte, mais d'une amélioration de la liste électorale visant à permettre à tous les électeurs malgaches de participer à toutes les élections futures ». Outre les présidents des commissions électorales mauricienne et comorienne ; Eva Palmans, Coordinatrice du Centre européen d'appui électoral, figurait parmi la délégation ayant été reçue par le Chef de l'Etat. (L'Express de Madagascar, p. 5 ; Les Nouvelles, p. 2 ; L'Observateur, p. 4)

- La restitution de l'atelier sur le processus d'enregistrement des électeurs se tiendra ce jour au siège de la CENI à Alarobia. A cet effet, les recommandations issues des deux jours d'échanges devraient être exposées. Des recommandations que la CENI devrait prendre en considération dans ses actions de révision, voire de refonte de la liste électorale. Rappelons que lors du premier jour d'atelier, l'organisation non-gouvernementale Tolotsoa avait indiqué que 25% des Malgaches en âge de voter ne sont pas inscrits sur la liste électorale. (L'Express de Madagascar, p. 5)
- Suite aux propositions de plusieurs partis politiques de tenir une élection présidentielle anticipée, Patricia Raharisoamalala, membre du KMF/CNOE, estime

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



qu'organiser des élections en cette période ne sera pas chose facile et ne fera qu'engendrer une nouvelle crise. « Nous avons déjà du mal à organiser les régionales, alors pourquoi créer davantage de problème ? », a-t-elle soulevé. (Les Nouvelles, p. 2)

Politique interne

AFFAIRE LYLISON : LES NATIFS DE LA SOFIA DIVISES

Après qu'un groupe de jeunes se présentant comme membres de l'association des « Zanaky ny faritra Sofia » (ou « Natifs de la région Sofia ») aient, à deux reprises, affirmé leur soutien au sénateur Lylison René de Roland et demandé l'arrêt des poursuites à son encontre, un autre groupe s'attribuant le titre de « Cadres natifs de Sofia » s'est également exprimé hier. Ils ont dénoncé la déclaration de leurs cadets, en soutenant que le dossier est une affaire d'Etat et non d'une région. D'après leurs explications, les Forces d'interventions spéciales commandées jadis par le Colonel Lylison René de Roland ont déjà poursuivi et interpellé des notables de cette région, du temps de la Transition. Ils soutiennent que plusieurs natifs de la région Sofia ne sont pas d'accord avec les propos visant à dénigrer le régime en place. Gabriel Ravelontsara, un notable ou « sojabe » issu de la province de Mahajanga, a déclaré que face à la situation qui prévaut actuellement, les « Sojabe » lancent un appel aux deux parties à trouver un terrain d'entente. Ils ont appelé à l'apaisement, et à prioriser le processus de développement ainsi que l'amélioration des conditions de vie sociale. Des priorités auxquelles s'attelle le régime actuel, selon eux. (L'Express de Madagascar, p. 5 ; Madagascar-Laza, p. 3)

- *Comme il fallait s'y attendre, la riposte des partisans des proches du pouvoir ne s'est pas fait attendre concernant l'affaire du sénateur Lylison René de Roland. La guerre est ainsi déclarée entre les deux clans des natifs de la région Sofia, rapporte **Midi Madagasikara, p. 18.***
- *Le Commandant de la Circonscription interrégionale de la gendarmerie nationale d'Antananarivo, le Général Florens Rakotomahanina a confirmé, hier, l'existence d'un mandat d'arrêt contre le sénateur Lylison, lors d'une conférence de presse qui s'est tenue à Ankadilalana. « Le mandat d'arrêt existe, j'en ai une copie dans mon bureau. C'est un acte en bonne et due forme délivré par la Justice », a soutenu le Commandant de la CIRGN. Par ailleurs, le motif de la poursuite engagée contre l'élu reste toujours un secret jalousement gardé par les autorités étatiques, judiciaires, militaires et policières. « Nous avons reçu l'ordre de l'appréhender, c'est tout ce que je peux dire », a expliqué le Général Florens Rakotomahanina. (L'Express de Madagascar, p. 5 ; Les Nouvelles, p. 5 ; La Vérité, p. 3 ; Madagascar Matin, p. 2 ; L'Observateur, p. 6)*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Economie et société

ACCORD DE PRINCIPE SUR LE PROGRAMME ECONOMIQUE, ENTRE LE FMI ET MADAGASCAR

La mission du Fonds monétaire international à Madagascar, qui s'est déroulée du 25 mai au 8 juin dernier, a pris fin. « Les autorités malgaches et les services du FMI sont arrivés à un accord de principe sur un programme économique valable jusqu'en 2019, ouvrant la voie à une croissance soutenue et inclusive. Les résultats du programme de référence mis en œuvre entre septembre 2015 et mars 2016 ont été satisfaisants. ». Telle a été la déclaration faite hier par le chef de mission des services du FMI, Marshall Mills, suite à une rencontre à Iavoloha, avec le Président de la République Hery Rajaonarimampianina, le ministre des Finances et du Budget François Gervais Rakotoarimanana, et le gouverneur de la Banque centrale de Madagascar, Alain Rasolofondraibe. Cet accord de principe permettra au conseil d'administration du FMI d'examiner jusqu'à la fin du mois de juillet, la demande d'appui de la partie malgache, au titre de la Facilité Elargie de Crédit. En effet, la mise en œuvre du programme économique pourrait bénéficier d'un concours de 310 millions de dollars, soit plus de 992 milliards d'Ariary, grâce à la FEC. Pour ce faire, il faudra que la partie malgache réussisse à mettre en œuvre des mesures préalables. Parmi ces mesures, le ministre des Finances a cité, entre autres, l'adoption à temps de la Loi de finances rectificative 2016, la suppression des marchés de gré-à-gré au niveau de la Jirama, le respect des règles de passation de marché public ou encore la résolution des contraintes de financement. Dans ce dernier volet, l'Etat malgache a encore un gap de 45 millions de dollars, soit plus de 144 milliards d'Ariary, gap que les dirigeants pensent combler grâce à des aides budgétaires émanant de la Banque africaine de développement, de l'Agence française de développement et de la Banque mondiale. De son côté, le Président de la République a avancé que les bons résultats du programme de référence favoriseront la confiance mutuelle entre Madagascar et les bailleurs de fonds, et ouvrira les portes pour l'obtention d'autres financements, notamment à l'occasion de la Conférence des bailleurs prévue en octobre prochain. Le contenu du programme de référence concerne notamment l'augmentation des investissements en infrastructures et des dépenses pour le développement social, l'amélioration des ressources de l'Etat et le contrôle des dépenses. Dans sa note de fin de mission, le FMI soutient que la hausse des recettes et l'amélioration de la qualité des dépenses requièrent leur réorientation vers des secteurs porteurs de croissance inclusive, notamment les infrastructures et les services sociaux. Par ailleurs, le gouvernement compte également appuyer le secteur privé pour favoriser la création d'emplois, le financement des petites et moyennes entreprises et la promotion des jeunes et des femmes. (Midi Madagasikara, p. 3 ; L'Express de Madagascar, p. 3 ; Les Nouvelles, p. 16 ; La Gazette de la Grande Île, p. 9 ; Madagascar Matin, p. 6 ; L'Observateur, p. 2)

- *Lorsque les autorités auront rempli ces préalables, les 310 millions de dollars seront décaissés tous les 6 mois pendant 3 ans, et chaque décaissement sera précédé d'une évaluation des performances sur le semestre précédent. (L'Express de Madagascar, p. 3)*
- *Le FMI suit de près le dossier de la société Jirama, principalement les actions entreprises pour mettre fin aux mauvaises pratiques. En effet, la mission du FMI pointe du doigt les mauvaises pratiques et le mal qui gangrènent cette société*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



énergétique, notamment le recours au marché de gré-à-gré et les appels d'offres restreints. A chaque mission d'évaluation, le dossier Jirama n'échappe pas au FMI. Sa situation financière inquiète les bailleurs de fonds puisque les pertes enregistrées par les entreprises publiques représentent un risque important pour le budget de l'Etat. (**L'Express de Madagascar, p. 7**)

- Après une interruption des relations durant presque 8 ans, l'événement d'hier marque une étape importante dans le cadre de la reprise de la coopération entre la Grande Ile et le FMI. Le dernier décaissement d'aide octroyé par le FMI date de 2008, rappelle **Madagascar-Laza, p. 2.**
- Malgré la crainte des économistes et plusieurs investisseurs nationaux, Madagascar sort gagnant de l'évaluation finale du FMI, souligne **La Vérité, p. 4.**
- **Tia Tanindrazana** se montre pessimiste par rapport aux conditions exigées par le FMI pour débloquent le financement dans le cadre de la FEC. Les dirigeants malgaches ne pourront jamais concrétiser leurs efforts dans la lutte contre la corruption avant la fin du mois de juillet de cette année, estime le quotidien. (**p. 3**)

LES FETES NATIONALES PLACEES SOUS HAUTE SURVEILLANCE

Lors d'un point de presse qui s'est tenu hier à Ankadilalana, les forces de l'ordre issues de l'Etat-major mixte d'opération ont affirmé qu'ils renforceront la sécurité avant, pendant et après la célébration de la fête nationale du 26 juin prochain. « Plusieurs rumeurs circulent sur des intentions visant à troubler la célébration de la fête nationale. Elles sont considérées selon leur degré de risque. Il y a même des personnes et des endroits déjà identifiés, mais nous sommes encore en pleine investigation », a déclaré le Général Florens Rakotomahanina, Commandant de la CIRGN. Pour sa part, le Colonel Ravoavy Zafitsambatra, commandant du groupement de l'Etat-major mixte de la région Analamanga a prévenu que tous les événements seront quadrillés. Il a également mis en garde tous ceux qui auraient l'intention de perturber les festivités. Ainsi, les forces de l'ordre seront massivement présentes dans les endroits stratégiques, afin de prévenir tout débordement. Les éléments de la police nationale, de l'armée et de la gendarmerie seront déployés dans divers quartiers de la capitale, pour effectuer des rondes et des patrouilles, de jour comme de nuit. Notons que jusqu'au 26 juin, l'on compte plus de 30 rendez-vous, allant des cultes religieux, en passant par les traditionnels podiums. Du reste, comme à chaque célébration, la vente et l'usage de pétards ou autres engins explosifs sont interdits. Par ailleurs, l'axe routier autour du centre-ville sera coupé à la circulation automobile à partir de 16 heures, le 25 juin prochain. (**L'Express de Madagascar, p. 9 ; Midi Madagasikara, p. 23; Madagascar-Laza, p. 6 ; L'Observateur, p. 6**)

- Comme chaque année, depuis la période transitoire, les festivités sont considérées par les forces de l'ordre comme présentant des risques de débordements échafaudés par des individus malintentionnés. (**L'Express de Madagascar, p. 9**)
- Les fêtes de l'indépendance se suivent mais ne se ressemblent pas, particulièrement pour cette année, car les forces de l'ordre subodorent déjà un fort parfum de déstabilisation. L'affaire Lylison René de Roland ne fait qu'envenimer la situation, souligne **Les Nouvelles, p. 5.**
- A l'approche d'une fête où il y a rassemblement de foule, le Général Florens

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

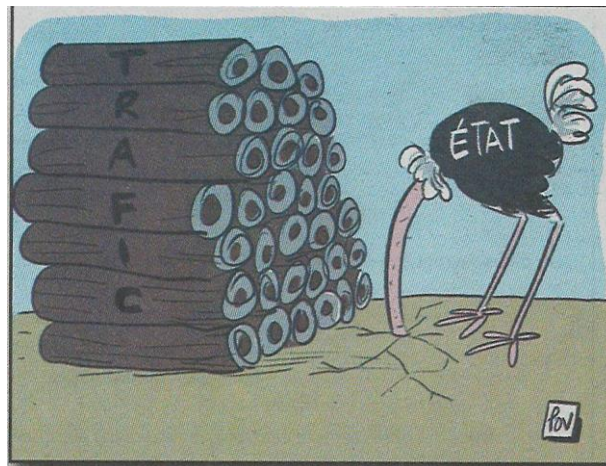
Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Rakotomahanina sort la même chanson. Il a de nouveau roulé ses biceps, bombé le torse et sorti sa grosse voix. Comme il peut y perdre le poste auquel il tient, il lance des avertissements pour intimider et inciter à la reculade. (La Gazette de la Grande Île, p. 5)

- *Moins de 20 jours avant la fête nationale, une certaine paranoïa agite toujours les tenants du pouvoir. Il ne se passe pas un jour sans que l'on ne parle de menace de déstabilisation et de coup d'Etat. La psychose semble s'être emparée de nos chers dirigeants actuels, opine La Vérité, p. 3.*
- *Au vu de la situation actuelle, ces réjouissances ont de grandes chances de se dérouler sous le signe de l'instabilité, souligne Madagascar Matin, p. 2.*
- *De l'avis de Tia Tanindrazana, la forte mobilisation des forces de l'ordre durant la célébration du retour de l'indépendance de Madagascar pourrait être le résultat des rumeurs persistantes de coup d'Etat de ces derniers temps. (p. 2)*

Un peu d'humour



L'express de Madagascar, p. 3

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrazaka@eces.eu

Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne